

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DES BOUCHES-DU RHONE**

Direction Générale Adjointe de la Solidarité
Direction de l'Insertion
0413319363

**RÉUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 27 JUIN 2019
SOUS LA PRÉSIDENCE DE MME MARTINE VASSAL
RAPPORTEUR(S) : MME MARINE PUSTORINO**

OBJET : Subventions aux organismes Régie services nord littoral et Pain et partage, pour des actions d'encadrement socioprofessionnel au sein de structures d'insertion par l'activité économique .

Madame la Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, sur proposition de Madame la déléguée à l'insertion sociale et professionnelle, soumet à la Commission permanente le rapport suivant :

Le Département est en charge de la politique publique d'insertion sociale et professionnelle. La loi précise que chaque bénéficiaire du revenu de solidarité active (BRSA) a droit à un accompagnement social ou professionnel, adapté à ses besoins, réalisé avec un référent de parcours, de façon à retrouver un emploi. Le Conseil départemental finance dans son programme départemental d'insertion (PDI) des dispositifs portés par des partenaires en participant non seulement aux dépenses de structures mais en tenant compte aussi des résultats obtenus.

Les demandes présentées dans ce rapport ressortent de la politique obligatoire d'insertion. Elles sont portées par l'association Régie services nord littoral et la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Pain et partage. Les actions relèvent de l'accompagnement socioprofessionnel. Il s'agit d'un renouvellement d'actions.

Le Conseil départemental accompagne les parcours des BRSA vers la reprise d'activité, notamment dans le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE). Ce secteur permet aux personnes en difficulté sociale et professionnelle d'acquérir une expérience professionnelle puis d'accéder à un emploi durable par le développement d'un savoir-être et d'un savoir-faire.

A cette fin, les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) assurent une action d'encadrement technique et un accompagnement socioprofessionnel dénommés « tutorat ». Les règles concernant le financement de ces structures ont été adoptées par délibération n° 258 de la Commission permanente du 29 juin 2007.

Les entreprises d'insertion (EI) produisent et commercialisent des biens ou des services en employant des personnes qui cumulent des difficultés sociales et professionnelles. Elles favorisent l'acquisition et la validation d'expériences et de compétences, la construction de projets professionnels et l'accès à l'emploi durable.

Pour les renouvellements d'actions le Département finance :

- l'accompagnement socioprofessionnel des BRSA recrutés sur l'action pour un montant de 1 500 € par an et par poste ;
- la sortie positive en emploi de tout salarié BRSA à hauteur de 2 500 €

Les objectifs et résultats attendus des EI sont :

- consolider les compétences professionnelles ;
- acquérir une expérience professionnelle valorisable ;
- favoriser le retour à l'emploi dans le secteur économique classique.

Ce rapport concerne le financement des EI portées par l'association Régie services nord littoral et la SCIC Pain et partage décrites en détail dans le tableau annexé, pour un total de 12 postes de BRSA et 4 sorties positives en emploi, soit un montant de 28 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer à la Commission permanente de prendre la délibération ci-après.

Signé
La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL